

Edition du 9 octobre 2020

Réalisée à l'aide des contributions des Services Économiques

L'essentiel

► Brésil : détérioration des indicateurs du marché du travail

D'après les dernières données de l'Institut brésilien de statistiques (IBGE), le taux de chômage s'est établi à 13,8% sur la période mai-juillet 2020, comparé à un taux de 12,6% de février à avril, et ce qui constitue un plus haut historique (depuis le début de la publication de cette série en 2012). Cette hausse du chômage est avant tout la conséquence d'une importante baisse de la population active (-6,8%), en lien avec l'augmentation du nombre de « chercheurs d'emplois découragés », de 15,3%. Par conséquent, le taux d'emploi est passé de 51,6% à 47,1%. Alors que le FMI a revu à la hausse ses prévisions quant à l'activité (-5,8% en 2020 et +2,8% en 2021, contre -9,1% et +3,6% auparavant), les perspectives du marché du travail restent incertaines : si l'assouplissement des mesures de distanciation sociale et la reprise de l'activité devraient alimenter la création d'emplois, la fin des programmes d'aide à l'emploi formel, mis en place durant la crise sanitaire, pourrait provoquer une vague de licenciements.

► Énergie : la consommation de pétrole pourrait avoir atteint un pic en 2019 selon BP

Le groupe pétrolier BP a publié son rapport annuel *Energy outlook*, revue statistique portant sur les perspectives énergétiques mondiales d'ici à 2050. Trois scénarios sont envisagés par BP : 1) un scénario *Net Zero*, supposant des mesures contenant le réchauffement climatique à +1,5°C d'ici 2100 ; 2) Un scénario *Rapid*, supposant des mesures contenant le réchauffement climatique à +2°C d'ici 2100 ; 3) Un scénario BAU (*Business as usual*), supposant que les politiques et préférences en place ces dernières années vont rester identiques. Dans les trois scénarios, la consommation énergétique mondiale progresse d'ici à 2050 – +0,7%/an dans le BAU, +0,3%/an dans le *Rapid* et le *Net Zero* – mais à un rythme plus modéré que celui des deux dernières décennies (+2,0%/an). Cependant, les trois scénarios envisagent une chute plus ou moins conséquente du recours au charbon et au pétrole. Dans ses scénarios *Net Zero* et *Rapid*, le groupe BP estime même que la consommation mondiale de pétrole a atteint un pic en 2019 (~100 M de barils/jour) qu'elle ne retrouvera plus. Pour rappel, en 2019 BP estimait encore que ce pic de consommation n'interviendrait que dans les années 2030.

► Asie du Sud : Selon la Banque mondiale, la récession atteindrait 7,7% en 2020

Récession de 7,7% pour l'Asie du Sud¹ en 2020 selon la Banque mondiale. Selon le rapport « *Beaten or Broken ?* » la région fait aujourd'hui face à la pire récession de son histoire. L'institution prévoit une contraction de l'économie de 7,7% en 2020 contre une croissance de 6% par an ces cinq dernières années. Les travailleurs informels (75% de la population active) seraient les plus touchés et la consommation privée qui chuterait de 10% en g.a. ne devrait pas rebondir rapidement. L'Inde est le pays le plus touché de la région avec une prévision de contraction du PIB de 9,6%. Le rapport rappelle que ces chiffres pourraient s'aggraver puisque l'épidémie n'est pas encore sous contrôle. La croissance pourrait reprendre à 4,5% en 2021 mais, considérant la croissance démographique, le PIB par habitant devrait se situer à 6% en deçà de 2019. Cette crise est d'autant plus inédite qu'il s'agit cette fois d'une contraction de la demande intérieure alors que les précédentes crises économiques concernaient la chute des investissements et des exportations.

► Afrique du sud : révisions des perspectives de croissance

Le Gouverneur de la Banque centrale sud-africaine (SARB) estime que l'économie se contracterait de -8,2 % cette année, avant de retrouver une croissance de +3,9 % en 2021 et +2,6 % en 2022. A court terme, l'activité devrait toutefois rebondir, après la contraction record de -51 % du PIB au T2 (en données cvs et annualisées), avec une prévision de +45,2 % au troisième trimestre (en v.t). L'économie ne retrouverait les niveaux d'avant crise qu'au second trimestre 2023. Bien que la politique monétaire ait apporté un soutien substantiel à l'économie - la SARB a réduit son taux d'intérêt de référence à un niveau record de 3,5% – le rythme de la reprise dépendra aussi de l'amélioration de la viabilité de la dette souveraine et des réformes structurelles. En effet, les niveaux d'endettement de l'Afrique du Sud devraient atteindre 81,8 % du PIB en 2020 et pourraient approcher 140 % à l'horizon 2030, sans correction de trajectoire. Par ailleurs, les pénuries d'électricité et la situation budgétaire précaire du pays sont susceptibles de freiner fortement la reprise économique post-Covid-19.

► Sri Lanka : Moody's dégrade la note souveraine face à la détérioration des finances publiques et des comptes extérieurs

Moody's a baissé la note de la dette souveraine sri lankaise de deux crans de B2 à Caa1 avec perspective stable en raison de la dégradation des finances publiques (déficit et dette publique qui devrait atteindre respectivement 9% et 100% du PIB en 2020), de la fragilité des comptes extérieurs et de la faiblesse de la gouvernance qui ralentit les réformes. Le gouvernement a jugé cette baisse prématurée et injustifiée en soulignant la reprise de l'activité, des exportations et des *remittances*. Il a aussi mis en avant de nouveaux soutiens financiers en discussion avec l'Inde et la Chine.

¹ Inde, Pakistan, Népal, Bhoutan, Bangladesh, Sri Lanka, Maldives, Afghanistan

Point Marchés

Les marchés émergents ont rebondi cette semaine après une aversion au risque la semaine dernière. Les marchés actions poursuivent leur hausse en Asie, et rebondissent fortement en Amérique Latine, après une baisse la semaine dernière. Les devises émergentes ont plutôt eu tendance à s'apprécier cette semaine, en particulier le peso mexicain. Cependant, les mouvements sont hétérogènes en Amérique latine, et le real brésilien continue à se déprécier. Les spreads des titres de dette souveraine se sont dans leur majorité contractés.

L'indice **boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars)** enregistre une hausse cette semaine de **+3,4 %**, après une hausse de **+2,7 %** la semaine dernière. La hausse est particulièrement marquée en Amérique Latine (+3,9%) et se poursuit en Asie (+3,3 % après +3,1 %). La révision à la hausse des prévisions de croissance 2020 du FMI pour le **Mexique**, la **Colombie** et le **Brésil** ont permis des progressions des marchés actions de respectivement +7,4%, +3,7% et +3,3%. En **Asie**, l'**Inde** gagne +3,0 % après +6,6% la semaine passée, en raison de la forte hausse du PMI manufacturier qui atteint 56,8 en septembre et du rétablissement du PMI des services à 49,8, qui bien qu'en zone de contraction, s'améliore fortement. Le 30 septembre, le gouvernement a présenté le plan de réouverture dit « Unlock-5 », qui prévoit qu'à partir du 15 octobre les Etats et territoires pourront décider de l'opportunité de rouvrir les écoles et plusieurs lieux publics fermés (cinémas, bars et restaurants etc.). Le **Sri Lanka** est le seul pays de la zone à voir son indice perdre 3%, en raison des inquiétudes des investisseurs sur les capacités de financement du pays, en dépit du remboursement d'une obligation souveraine d'un montant en principal d'1 Md USD arrivant à échéance le 4 octobre.

Les **grandes devises émergentes** se sont en moyenne appréciées face au dollar US cette semaine après une dépréciation la semaine dernière. En Amérique latine, le **peso mexicain** a renoué avec sa dynamique haussière (+1,5 %) après la très forte correction dans un contexte d'aversion au risque la semaine dernière (-6,2 %), surperformant par rapport aux autres devises d'Amérique latine. Le PMI manufacturier mexicain a atteint son point le plus haut depuis six mois en septembre, soutenant l'appréciation de la devise même si l'indice reste dans un territoire indiquant une contraction. Le **real brésilien**, au contraire, a continué à se déprécier cette semaine (-2,4 %). Les investisseurs s'inquiètent que le gouvernement fédéral ne respecte pas le plafond de dépenses (l'ancrage budgétaire le plus important) dans le cadre du budget 2021. D'après l'agence de notation *Moody's*, un tel risque est significatif, ce qui pourrait détériorer le profil de crédit du pays.

S'agissant des **titres de dette souveraine**, les **spreads** se sont dans leur ensemble resserrés cette semaine, à l'exception de l'Argentine et de la Turquie. En **Argentine** (+37 pdb après -759 pdb la semaine dernière), les inquiétudes sont croissantes sur les réserves de change, qui sont estimées à moins de 41,5 Mds USD (-1,5 Md en septembre). Le **spread turc** s'est également creusé (+ 9pdb, après -32 pdb).

